

L'inconnue des régionales : front républicain ou pas ?



Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 04 décembre 2015

Le premier tour des élections régionales, ce dimanche 6 décembre, mettra le Parti socialiste et Les Républicains devant un difficile dilemme.

La France est aujourd'hui clairement divisée en trois blocs de force comparable mais avec une pondération différente selon les régions : PS, Républicains, FN.

Si l'on en croit les derniers sondages, non seulement le Front national aurait, des trois, le plus de voix dans l'Hexagone, mais il est donné gagnant dans deux et peut-être trois régions — et non des moindres : Nord-Picardie, PACA, Grand Est.

Une situation qui, soit dit en passant n'est pas étrangère au regroupement régional opéré par le présent gouvernement. Le remue-ménage administratif de ces dernières années qui touche tous les échelons locaux dont la commune, et qui dans le cas des régions s'est fait au mépris d'identités fortes comme celles de l'Alsace et de la Lorraine, n'a pas peu contribué à ce que nos concitoyens se sentent « paumés », en perte de repères, un sentiment qui se conjugue avec les attentats ou l'immigration pour alimenter le vote FN.

Un FN donné gagnant sauf si... les deux partis dits de gouvernement opposent aux candidats du Front national les mieux placés la stratégie du front républicain. Soit que l'un des deux se retire au second tour, soit qu'ils fusionnent les listes.

Frustrations

Se retirer est difficile. Les candidats qui espéraient être élus ne le seront pas et beaucoup d'électeurs se sentiront frustrés : à gauche, ceux pour qui l'ex-UMP ne vaut guère mieux que le FN, à droite, ceux qui veulent avant tout sanctionner le gouvernement socialiste.

Fusionner est encore plus risqué : l'idée colportée par Marine Le Pen qu'il n'y a pas une majorité et une opposition « républicaines » mais une seule UMPS (LRPS) se trouverait confortée. Il serait dès lors difficile aux candidats du PS et des Républicains à l'élection présidentielle de 2017 d'entrer de manière crédible dans un scénario bipartisan. Le Front national apparaîtrait comme la seule véritable opposition.

D'autant que, exclu de la présidence des régions, ce parti garderait sa virginité face à un univers d'élus de plus de plus en plus impopulaire. Sans compter que l'opinion pourrait mal réagir à ce qui s'apparenterait à une manœuvre artificielle. La présidentielle apparaîtrait comme le moment de la revanche.

Des forces puissantes

Dans le cas inverse, si le Front national gagne deux ou trois régions, ses dirigeants principaux (Marine Le Pen, Marion Maréchal-Le Pen et Florian Philippot) se trouveraient accaparés par la gestion locale, entourés d'équipes encore légères, dans un environnement administratif et médiatique hostile : le risque qu'ils y perdent une partie de leur crédit d'ici 2017 n'est pas nul.

Nicolas Sarkozy, dont l'instinct politique est rarement en défaut, a bien vu la situation : il a clairement dit

qu'il n'y aurait pas, au moins de côté de son parti, de front républicain. Les responsables socialistes n'ont pas une position différente.

Mais des forces puissantes, nationales et peut-être internationales semblent s'opposer de manière catégorique à ce que le FN accède à une quelconque responsabilité, y compris au niveau régional. Il s'agit pour elles plus d'une position de principe que d'un calcul politique.

Les partis classiques maintiendront-ils leurs positions ? Ce sera la grande question au soir du premier tour.

Roland Hureaux

Sur ce sujet :

[Élections régionales : au cœur des enjeux, la réalité familiale](#), par Elizabeth Montfort (27/11/2015)
